



Palais de l'Élysée  
**Monsieur François HOLLANDE**  
**Président de la République**  
55 rue du Faubourg Saint Honoré  
75008 Paris

Paris, le 23 octobre 2014

Monsieur le Président de la République,

Les agents de la fonction publique souhaitent, par cette lettre ouverte, vous faire part de leur inquiétude et de leur colère face à la politique que vous menez sur les services publics.

Confrontés à des politiques publiques (RGPP, réforme territoriale, loi HPST...) qui ont conduit à la suppression de plus de 150 000 emplois, victimes d'un gel du point d'indice initié dès le mois de juillet 2010, les personnels attendaient des perspectives plus favorables pour celles et ceux qui, chaque jour, agissent avec une grande conscience professionnelle qu'ils dépendent de l'Etat, de la territoriale ou de l'hospitalière.

Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Le gel des salaires s'est poursuivi et le Premier ministre confirme l'intention de le maintenir jusqu'en 2017. La non revalorisation de la valeur du point d'indice sur une période aussi longue est un fait sans précédent. Comment accepter que cette valeur ait décroché de l'inflation de 14% depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000 ? Nos organisations syndicales n'ont eu de cesse de réclamer une négociation urgente pour mettre fin à cette situation.

Aujourd'hui, plus d'un million d'agents vivent avec des revenus équivalents au SMIC, voire en dessous pour celles et ceux qui sont à temps partiel imposé. La précarité est devenue exponentielle dans de nombreux secteurs et tout particulièrement dans le versant territorial.

Cela ne peut pas durer.

En matière d'emploi, le bilan de ces dernières années et les perspectives sont tout aussi inquiétants.

Certes trois secteurs sont déclarés prioritaires, l'Education, la sécurité et la justice. Cela reste une nécessité. Cependant nous ne pouvons admettre que ce renforcement se fasse au détriment de tous les autres secteurs. Pour la plupart des agents ce choix est totalement incompris et inacceptable.

Ces restrictions d'emplois ont des conséquences néfastes sur la qualité des services rendus aux usagers et sur les conditions de travail des personnels : perte de repère quant aux missions, souffrance au travail, désorganisation de services... Les effets sont similaires dans la fonction publique territoriale et hospitalière.

L'objectif de 50 milliards d'euros d'économies d'ici 2017 dans le projet de loi de finances et dans celui de la sécurité sociale, se fait en grande partie au détriment des salariés, particulièrement des agents de la fonction publique, et des retraités.

.../...

La Fonction publique connaît bien la nécessité de réforme car s'il y a bien un secteur qui, au fil du temps, s'est fortement modernisé, adapté, c'est bien celui des services publics afin de toujours répondre mieux aux besoins de la population. Qu'ils s'agissent des missions exercées directement par l'Etat, les collectivités locales ou l'hôpital public, ils ne se sont jamais autant transformés.

Adaptation du service public à l'évolution de notre société souvent remarquable qui est à mettre essentiellement à l'actif de ses agents.

Mais, les réformes pour réussir et être utiles à la société ne peuvent pas avoir pour objectif central la recherche de réduction de coûts. Or, les inquiétudes sont grandes aujourd'hui face aux projets en cours : réforme de l'Etat, revue des missions publiques, réorganisation territoriale, projet de loi santé...

Nous réaffirmons que le modèle social de notre pays est un facteur de cohésion sociale et de solidarité. C'est aussi un outil de lutte contre les inégalités. Ce sont bien ces enjeux qui doivent être le moteur des réformes à conduire. La dépense publique est en réalité autant d'investissements pour notre pays. Et derrière ces investissements, il y a des services publics, des femmes et des hommes qui les servent chaque jour avec un grand engagement.

Pour assurer ces financements, une véritable réforme fiscale basée sur davantage de justice sociale, symbolisée par l'impôt progressif sur le revenu, est indispensable. Il est nécessaire également d'assurer la lutte contre la fraude fiscale qui s'élève aujourd'hui à 60 milliards d'euros.

Les aides aux entreprises, sans contrôles ni conditionnalités notamment en terme d'emplois, ne produisent aucunement les résultats nécessaires. En revanche, elles exigent un effort qui pèse essentiellement sur les actifs et les retraités.

Il est temps de cesser cette politique qui en outre porte en germe le désintérêt de l'action politique.

Il est urgent désormais d'entendre la nécessité de justice sociale, d'égalité et de solidarité.

Nous espérons, Monsieur le Président de la République, que vous porterez une attention particulière à la demande des agents de la Fonction publique et que vous apporterez une réponse favorable à leurs attentes.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'assurance de notre très haute considération.

*Pour la FSU*  
*Bernadette Groison*



*Pour la CGT Fonction Publique*  
*Jean-Marc Canon*

*Pour Solidaires Fonction Publique*  
*Denis Turbet-Delof*



*Pour la FA-FP*  
*Bruno Collignon*